

LA NATION

journal vaudois



Fondée en 1931, la Nation est le journal bimensuel de la Ligue vaudoise, mouvement politique hors partis voué au bien commun du Pays de Vaud.

Le numéro: 3 fr. 50. Abonnement annuel: 80 francs; gymnasiens, apprentis et étudiants: 35 francs; payable au compte de chèques postaux 10-4772-4

Idéologie nationaliste?

Les rédacteurs de *La Nation* parlent volontiers d'idéologie à propos du libéralisme, du socialisme ou de l'écologie. N'est-ce qu'une facilité pour déconsidérer leurs adversaires sans se donner la peine d'argumenter?

Nous utilisons le terme «idéologie» à propos de tout système expliquant le monde – et prétendant le régenter – sur la base d'une idée ou d'une réalité considérée comme première: l'égalité, par exemple, la liberté individuelle, la morale, la race, la nature, la lutte des classes...

L'idée, vraie ou fausse, la réalité, avérée ou illusoire, est à ce point indiscutable pour ses adeptes qu'elle en devient un absolu.

En regard de cet absolu qui prend toute la place, les réalités de ce monde sont de peu de poids. On peut les négliger, on le doit même. On doit, au nom de l'environnement, par exemple, du marché libre, de la solidarité, faire litière de la propriété privée, des libertés personnelles, des souverainetés cantonales ou de l'indépendance de la Suisse.

La simplicité et l'apparente clarté de l'idéologie lui permettent de soulever des populations entières, les privant de leur bon sens, cassant leurs freins moraux, leur faisant oublier leurs intérêts concrets. L'idéologie donne aux gens l'illusion de rejoindre un mouvement qui transcende le cours de leur vie ordinaire. Familièrement dit, elle leur fait prendre leurs désirs pour des réalités.

Mais les autres réalités, ces réalités que les idéologues négligent, se rappelleront tôt ou tard à leur bon souvenir.

Ainsi, les foules du printemps arabe ont été mises en mouvement par une vision totalement idéologique de la liberté et de la justice. Celles-ci

devaient naître spontanément de la destruction de l'ordre ancien. On voit ce qu'il en est aujourd'hui.

En fait, l'efficacité de l'idéologie est purement négative. La révolution ne crée rien, si ce n'est un vide politique dans lequel s'engouffrent toutes les forces qui veulent imposer leur propre conception du pouvoir. Les révolutions arabes ont engendré un chaos tel que seul un pouvoir plus dur encore que le précédent semble à même de rétablir l'ordre minimum nécessaire à la survie quotidienne.

Ça se passe d'ailleurs toujours ainsi, mais on l'oublie toujours, tant on a envie de l'oublier, tant on aime l'aveuglement confortable de l'idéologie.

Revenons à nous, qui critiquons les idéologies. Ne sommes-nous pas nous-mêmes des idéologues de la nation? Notre vision des choses n'est-elle pas elle aussi faussée par un absolu?

La différence, c'est peut-être que les fondateurs de la Ligue vaudoise n'ont pas commencé leurs réflexions en désignant la nation comme une référence absolue puis en élaborant toute leur doctrine à partir d'elle.

Ils ont commencé par poser une affirmation générale: la distinction du temporel et du spirituel. Distinction, pas séparation: il ne s'agissait pas de classer les choses et les êtres selon qu'ils auraient appartenu soit au monde temporel soit au monde spirituel. Ils voulaient plutôt définir leur propre place et leur propre rôle en distinguant les deux mondes et leurs relations inégales. Mais ils jugeaient qu'ils devaient rendre des comptes à l'un et à l'autre.

Il s'agissait d'une orientation générale de l'intelligence et de la volonté par la reconnaissance de deux faits en tension permanente: la subordination des êtres

et des choses au Créateur et l'autonomie dont ce même Créateur les avait pourvus, chacun selon sa nature.

Dans cette perspective, qui est encore la nôtre, l'absolu appartient à Dieu seul. Les réalités d'ici-bas, même les plus élevées, sont de l'ordre du relatif. Pour autant, il ne faut pas, au nom de l'absolu, rejeter ou mépriser même la plus insignifiante d'entre elles.

La distinction entre le temporel et le spirituel cadre et structure le champ de la réflexion et de l'action humaines. Elle interdit d'appliquer un seul et même critère de jugement à toute chose. Elle contraint l'homme politique à examiner chaque réalité sociale, chaque institution pour en saisir la raison d'être et le fonctionnement, ainsi que ses relations avec les autres institutions. Elle impose de respecter le rythme propre de chacune, c'est-à-dire, souvent, de faire preuve d'une patience inacceptable aux yeux de l'idéologue.

En lisant des numéros anciens ou récents de *La Nation*, on voit que ses rédacteurs ne se contentent pas de

mettre en valeur la communauté vaudoise. Ils réfléchissent tout autant sur les communautés qui la constituent, les familles, les communes, les entreprises, les corporations et les syndicats, l'Eglise, à cheval sur le temporel et le spirituel. Et ils le font du point de vue spécifique de ces communautés et pas simplement en tant qu'elles sont des parties de la nation.

Si la nation a pris une place centrale dans leurs réflexions, c'est parce que c'est dans son temps long que nous plongeons nos racines familiales. C'est la nation qui noue la gerbe des autres communautés humaines. Et c'est la nation qui, pourvue des instruments du pouvoir étatique, protège l'autonomie de ces communautés et le territoire sur lequel elles vivent.

Ainsi, nous ne sommes pas vraiment des idéologues de la nation. Ou disons que nous nous efforçons, quinzaine après quinzaine, de défendre le Pays de Vaud en résistant à l'esprit de simplisme et d'aveuglement volontaire propre à l'idéologie.

OLIVIER DELACRÉTAZ

Arnaque financière, arnaque politique

L'affaire des primes d'assurance-maladie surfaites qui ont lésé principalement les assurés genevois et vaudois a fait couler beaucoup d'encre et de salive, et ce n'est pas fini. Un de ses aspects n'a pourtant guère été évoqué: pourquoi les victimes de ce mic-mac des caisses se sont-ils laissés faire pendant des années? Comment a-t-on pu croire que les coûts de la maladie étaient réellement beaucoup plus élevés à ce bout de la Suisse qu'ailleurs? Reportons-nous aux discours tenus à l'époque.

On a dit que les Welsches étaient des mauviettes, enclines à la bobologie, alors que les Suisses allemands, c'est connu, sont des durs; mais, sachant le poids des cas graves, de l'âge et de l'hospitalisation dans les dépenses globales, cela suffisait-il à expliquer une si forte différence? On a dit que nos Confédérés recouraient davantage aux médecines naturelles; mais si c'est vrai pour quelques Appenzellois broutant des herbes mystérieuses, comment le croire pour la multitude des citoyens? Des économistes ont alors élaboré une théorie, à laquelle maint politique a hélas souscrit, selon laquelle le marché de la santé est atypique: la demande étant infinie, tant les hommes tiennent à leur bien-être et craignent la mort, c'est l'offre qui le gouverne. En d'autres termes, plus il y a de médecins, plus il y a de malades. Cette explication n'était pas très flatteuse pour nos esculapes, traités au fond comme autant de knocks. Mais la densité médicale étant en effet plus forte à Genève et à Lausanne qu'à Zurich ou ailleurs outre-Sarine, cette thèse a fini par s'imposer, tout en frayant la voie au rationnement médical.

Maintenant que le pot aux roses est découvert, ce raisonnement, reçu naguère d'autant plus volontiers qu'il alimentait certaines pulsions dirigistes, s'effondre dans un grand patatras. Mais les commentateurs n'en parlent guère, ni les politiques: serait-ce pour ne pas démentir ce qu'ils ont affirmé précédemment? Quant aux directeurs des caisses de l'époque, qui mériteraient le pilori, on se réjouirait que la presse d'investigation recueille leurs souvenirs.

J.-F. C.

Le conseil qui rend fou

Le Temps du 19 janvier nous présente un «grand amateur de paradoxes». Pierre Bayard, professeur de littérature et psychanalyste, se demande dans un livre s'il aurait été résistant ou bourreau entre 1940 et 1945. Pour éviter que les hommes obéissent comme des robots dans des situations extrêmes, en massacrant des civils désarmés et innocents par exemple, il prétend qu'«on devrait enseigner la désobéissance jusqu'au sein de l'armée».

Quel serait le résultat d'un tel enseignement? Les soldats qui suivraient les instructions désobéiraient à leurs chefs sur le terrain pour obéir aux instructeurs. Ceux qui obéiraient aux ordres de leurs officiers désobéiraient à leurs instructeurs. En voilà un paradoxe! Le psychanalyste Bayard semble ignorer qu'une double injonction contradictoire peut rendre les gens fous, y compris les soldats.

J. P.

Qui a écrit cela?

Le discours de nouvel an du nouveau Président Ueli Maurer a été accueilli avec les parti-pris et le mépris de circonstance par les médias romands. Le premier parmi ses pairs pour 2013 a été fustigé pour son manque d'ambition, sa vision de Suisse recroquevillée et son nationalisme malsain. Le respect de l'autorité n'est plus ce qu'il fut un jour:

Au chef de l'Etat, il faut obéir en toutes choses, dans les petites, dans les justes et aussi dans les injustes... Bien obéir, c'est apprendre à bien commander. Le meilleur soldat devient en plein danger le meilleur général. Il n'y a pas de plus grand fléau que l'anarchie. Elle ruine les cités, elle bouleverse les familles, elle est la déroutée des armées. C'est la discipline qui sauve les peuples; le chef est le salut des foules. Voilà pourquoi il faut se porter au secours de l'ordre établi...

Bien de l'eau a passé sous les ponts de la cité depuis cet extrait de

Sophocle d'Antigone, dans la traduction d'André Bonnard (Editions des trois Collines, Lausanne, 1938). La démocratie moderne a passé par là, et les chefs d'Etat n'osent plus rien ordonner, même pas des choses justes, de peur de passer aux oubliettes lors de la prochaine élection. La ruine des cités, le bouleversement des familles et la déroutée des armées sont devenues réalité.

Monsieur Pierre Gex, de Lausanne nous a fourni cet extrait et gagne une année d'abonnement gratuit à *La Nation*. Vous pouvez vous aussi concourir pour recevoir un abonnement gratuit en envoyant, sous la mention «Qui a écrit cela?», une proposition de citation dûment référencée et vos coordonnées à courrier@ligue-vaudoise.ch, ou sous pli à *La Nation*, C.P. 6724, 1002 Lausanne. Les textes publiés dans nos colonnes donnent droit à l'abonnement.

Catholique, la « Messe » de Bernstein?

La gloire de Leonard Bernstein repose sur la spectaculaire polyvalence de ses talents qui ont fait de lui une figure centrale de la musique du siècle passé: chef d'orchestre, pianiste, compositeur, pédagogue, il a laissé dans tous ces domaines des témoignages inoubliables. On peut ajouter, sans médire, qu'il fut aussi un homme d'affaires avisé et un grand communicateur sachant construire son image.

Pour l'inauguration du *John F. Kennedy Center for the performing Arts* de Washington, Bernstein avait reçu de Jacqueline Kennedy une commande libre. Le 8 septembre 1971 fut créé un spectacle de vaste dimension: *MASS, a Theatre Piece for Singers, Players and Dancers. Text from the Liturgy of the Roman Mass. Additional texts by Stephen Schwarz and Leonard Bernstein*. Ce libellé explique les guillemets du titre, et fait comprendre que la nature de l'œuvre exclut toute appropriation liturgique. Les mélomanes de ma génération se rappellent peut-être le très bel album paru chez CBS en «quadriphonie», la technologie de pointe d'enregistrement à quatre canaux – qui fit long feu: sur la couverture du coffret, uniformément noire, le mot *MASS* représentait un Golgotha stylisé, avec le premier jambage du M surhaussé et fiché d'une croix. L'œuvre requiert un effectif exceptionnel: un chœur mixte, un chœur d'enfants, des «chanteurs de rue» (rock, blues, pop,...), des solistes vocaux, deux groupes orchestraux, avec deux orgues électroniques Allen, une percussion copieuse, des guitares électriques et sèches, un synthétiseur Moog, etc., etc. Sans oublier le corps de ballet.

Pourquoi Bernstein, musicien juif agnostique, a-t-il choisi la liturgie romaine comme base de son singulier spectacle? Pour honorer la mémoire de Kennedy, premier président américain catholique? C'est éventuellement un élément déclencheur, mais je crois à une raison plus profonde: il était fasciné par le rituel de l'Église catholique. Il suffit, pour s'en convaincre, d'écouter ses remarquables interprétations des messes de Haydn, Mozart, Beethoven,

entre autres. Était-il un esprit religieux? Son amour des symphonies de Mahler montre une parenté évidente avec les préoccupations métaphysiques du maître viennois. Que ceux qui ont besoin de voir pour croire consultent, sur YouTube, les *Chichester Psalms*, captés en 1977 (son et image) à la Philharmonie de Berlin. Ceci précisé pour faire taire les accusations de sacrilège, voire de blasphème dont *MASS* a été l'objet.

La réception de l'œuvre a été contrastée. Le public a adoré: vingt minutes de *standing ovation*, et gros succès commercial de l'enregistrement. Certaines parties sont devenues des morceaux du répertoire populaire: *Simple song*, le *Gloria*, la première *Méditation*, *Almighty Father*... Les spécialistes, chroniqueurs, musicologues et autres savants ont détesté: Harold C. Schonberg (rien à voir avec Arnold), critique redouté au *New York Time* et ennemi juré de Bernstein, assassinait la pièce dès le lendemain de la création: «Cheap and vulgar. It is a show-biz Mass, the work of a musician who desperately wants to be with it.»

Le plus déroutant dans cette œuvre est le mélange des genres. En vrai Américain, Bernstein ne conçoit pas sa création autour de la notion de «bon goût», et fait joyeusement feu de tout bois: ses références, mêlant sans honte sublime et trivial, vont du Beethoven de la 9^e *Symphonie* à des parodies dodécaphoniques, en passant par le gospel, les rythmes latino, les chants

religieux juifs. Tout cela compose une atmosphère un peu démente qui nous bouscule entre le charivari chaotique et la méditation extatique.

L'œuvre est née dans un contexte politique et religieux troublé: on s'achemine vers la fin de la guerre du Vietnam; c'est aussi le temps de Woodstock, de *Jésus-Christ Superstar*. De Billy Graham. L'Église romaine est en proie à de violentes convulsions internes, tiraillée entre la théologie de la libération qui embrase l'Amérique du Sud, et la résistance traditionaliste qui va s'organiser autour de Mgr Lefebvre. A la suite de Vatican II, l'Église abandonne le latin dans la liturgie et se débarrasse du chant grégorien qui est remplacé par des rengaines en langue vernaculaire d'une désolante bêtise.

Or le paradoxe de la *Messe* de Bernstein, malgré son hétérogénéité, c'est qu'elle suit strictement, et en latin, l'ordinaire de la messe tridentine traditionnelle, avec même l'intégration de certains éléments du propre du jour. Cette architecture est donc étrangère à la liturgie moderne instaurée après le dernier Concile. Considéré comme un homme de gauche, admirateur de Martin Luther King, Bernstein était dans le collimateur du FBI, qui fit au président Nixon un rapport dans lequel on soupçonnait les paroles latines de véhiculer un message pacifiste crypté! Il n'y eut pas de suite. Les textes anglais sont plus subversifs; par exemple, après le Credo, le chanteur de rock ajoute cette trope qui commence ainsi: «I believe in God, But does God believe in me?»

I'll believe in any god If any god there be. That's a pact. Shake on that. No taking back. [...]

Cette *Messe*, bâtie sur un socle solide très traditionnel, mais dérivant vers la comédie musicale, est aussi une photographie de son époque, chargée de ses interrogations, de ses angoisses, de ses errements. On serait malavisé de reprocher à Bernstein d'introduire des éléments profanes dans son rituel, puisque cette pratique est observable depuis le moyen âge. Pendant trente ans, *MASS* a été délaissé, à cause de malentendus et d'incompréhension, mais aussi en raison de la difficile mise en place de ce monstre hybride. Or depuis dix ans, de nouvelles productions et trois enregistrements sont parus – sans compter un DVD capté au Vatican! L'œuvre trouve donc une actualité renouvelée grâce à ses évidentes qualités musicales, mais aussi parce que c'est une quête spirituelle, avec ses hésitations, ses incertitudes et peut-être une pointe d'athéisme. De toute façon, en matière religieuse, ceux qui cherchent la vérité sont généralement plus intéressants que ceux qui croient la détenir.

JEAN-BLAISE ROCHAT

Note: L'enregistrement original par le compositeur est d'une disponibilité incertaine chez son éditeur actuel (Sony). Comme version de substitution, je recommande, pour un prix très avantageux, celle de Marin Alsop, dernière en date, parue en 2009 chez Naxos.

Fenêtres

Ouvrez grand les volets, l'Hermitage n'en est pas encore aux nettoyages de printemps, mais il consacre une exposition aux fenêtres! Tout de suite, on pourrait considérer que cela revient finalement à enfoncer des portes (-fenêtres) ouvertes, et alors?

L'originalité n'est pourtant pas à mettre en cause. Bien sûr, c'est l'évidence, on a vu des tonnes de fenêtres dans l'histoire de l'art car ses fonctions sont multiples: la fenêtre apporte la lumière, la fenêtre est une métaphore du tableau, c'est à dire un rectangle dans lequel on regarde, la fenêtre est un écran entre intérieur et extérieur, etc. Ce n'est pas pour cette raison qu'il ne faut pas s'en emparer comme un thème, bien au contraire, encore que cela comporte des risques.

On aurait pu avoir une exposition très intellectuelle et paradoxalement obscure et on aurait pu avoir un joyeux fourretout, sans propos, avec de sympathiques coups d'œil par la lucarne mais rien à se mettre sous la dent – nous tombons, avec bonheur, pile entre ces deux extrêmes.

L'Hermitage, en collaboration avec le musée de Lugano, propose une exposition vaste, construite, explicite dans ses thèses et tout à fait charmante. L'amateur de sensations fortes y verra des tableaux splendides par les grands coloristes qu'il connaît; le connaisseur blasé, même lui, y découvrira une quantité de choses car un soin particulier a été mis à aller chercher tableaux et fascinants petits maîtres hors des sentiers battus. Pour ce faire, la multitude des prêteurs impressionne, on semble y trouver presque tous les musées d'Europe, de Londres à Troyes, de Rouen à Forlì, de Bochum à Salenstein/Thurgovie. Rien d'une petite exposition régionaliste, ou d'une énième puisée dans les si riches collections privées suisses; on ratisse large, surprend, enchante!

La scénographie de l'exposition se décline par étage, en commençant, au rez-de-chaussée, par évoquer différents rôles et statuts de la fenêtre dans la peinture depuis la Renaissance et jusqu'au XIX^e siècle. On y trouve une salle consacrée à la gravure et aux livres rares, avec les ouvrages d'Alberti, les théories de la perspective. On y voit aussi de petites gravures, des portraits dans les yeux desquels se reflète une fenêtre, amour du détail qui fait mouche. Le rez-de-chaussée est le lieu de curiosités charmantes, comme cet anonyme qui représente un homme sous une branche d'arbre, en gros plan, rien que de très normal, mais ici deux éléments, meneau et traverse, appartenant au cadre du tableau barrent l'image, c'est une fenêtre!

Le premier étage est plus moderne, plus renversant. Les à-plats y règnent et les couleurs chantent davantage. On interroge à l'aide des exemples les plus vendeurs, de Matisse à Balthus en passant par l'excellent Marius Borgeaud, la manière dont la fenêtre dans l'art moderne ne fait plus du tout office de trompe l'œil, ni même d'échappatoire vers la profondeur. La fenêtre, dans ces tableaux, se dresse, nous faisant perdre l'équilibre. Non qu'on craigne d'y tomber, mais parce qu'elle brusque la régularité de la composition, introduit des lignes, des surfaces nouvelles qui créent rythme et contre-pied.

Le dernier étage est surréaliste, et non moins généreux en grands noms. On y croise Magritte, Ernst et De Chirico et l'on ne sait plus si l'on est à l'intérieur, à l'extérieur, regardant dedans ou dehors, tous les codes y sont bouleversés pour notre plaisir amusé.

Le sous-sol est le lieu où l'on fractionne, éclate et éparpille, le royaume des cubistes mais pas seulement. On y trouve une magnifique salle de photographie où le vertige nous prend et on termine par

une grande section plus contemporaine qui nous confronte à la fenêtre-objet, la fenêtre fermée la plupart du temps, la vitre recouverte de blanc d'Espagne, en somme. A nouveau, on trouve de quoi enchanter les amateurs avertis, même si quelques cubes en agaceront plus d'un.

Retenons surtout qu'il s'agit d'une exposition tous publics et sans risque de déplaire, pour le moins entièrement, chacun y trouvant son compte. Et pour ceux qui seraient tentés d'approfondir, on ne peut que recommander les visites guidées, il y a de la matière.

YVES GUIGNARD

Mme Tauxe en pleine forme

Dans *L'Hebdo* du 24 janvier dernier, Mme Chantal Tauxe s'en prend aux opposants à l'initiative Minder, et en particulier aux Chambres fédérales qui, à son avis, ont laissé traîner les choses depuis 2006, date du début de la récolte des signatures. Elle juge les attermoissements de parlementaires comme «une embrouille totale, indigne du jeu démocratique». Elle continue: *Rien que pour cela, pour sanctionner les députés qui se sont amusés à noyer cinq ans durant le Souverain dans la complexité des versions et des variantes, il faut dire oui à l'initiative Minder. Pour que les Chambres ne se moquent plus jamais des citoyens de cette manière-là.*

Il faudrait donc accepter, indépendamment de ses qualités et de ses défauts, un texte de loi qui modifiera en profondeur et durablement les pratiques des entreprises dans le seul but de faire la leçon à des parlementaires mous.

Il est difficile de raisonner plus sottement.

D.

Condoléances

Le 10 février, Mme Irène Muret-Marrel est décédée à Morges à l'âge de 95 ans. Veuve de notre ami et ancien rédacteur Philibert Muret, elle était une personnalité rayonnante et généreuse. Engagée dans le scoutisme, elle a aussi été une des pionnières des groupes de conteuses en Suisse romande. Membre des Dames de Morges, elle était très proche de la Communauté des Sœurs de Grandchamp.

Nous adressons toutes nos condoléances à ses cinq enfants et à leurs familles.

LA RÉDACTION

LA NATION

Rédacteur responsable:
Jean-Blaise Rochat

Rédaction et administration:
Place Grand-Saint-Jean 1
Case postale 6724, 1002 Lausanne
Tél. 021 312 19 14 (de 8h - 10h)
Fax 021 312 67 14

Internet: www.ligue-vaudoise.ch
Courriel: courrier@ligue-vaudoise.ch

ICM Imprimerie Carrara, Morges

Une haute école de théologie?

A peine l'idée de créer une Haute Ecole de Théologie romande, regroupant la formation des pasteurs des Eglises réformées et évangéliques, a-t-elle été rendue publique par ses promoteurs regroupés autour des professeurs Jean-Claude Badoux et Shafique Keshavjee, que le Conseil synodal vaudois l'a attaqué avec une virulence incroyable, ne renonçant ni à la caricature, ni aux attaques personnelles les plus perfides.

La question de la formation de nos pasteurs ne mérite-t-elle pas mieux? Les structures en place sont-elles si satisfaisantes? Nous pensons que tant l'évolution de la faculté lausannoise que le nombre de vocations dans l'Eglise vaudoise nous invitent au contraire à réfléchir en profondeur à ces questions.

Force est de constater que la Faculté de Théologie et Science des Religions de l'Université de Lausanne a résolument tourné le dos à la formation académique des pasteurs et à une théologie professante (en existe-t-il d'autres?).¹ Les professeurs pasteurs sont en voie de disparition. L'enseignement de la théologie est exclusivement confié à un Collège de théologie dont la direction est assumée par la Faculté genevoise (qui a un statut d'autonomie dont les ressources comme les administrateurs proviennent de l'Etat, de l'Université et de l'Eglise).

D'ailleurs, les derniers étudiants lausannois en théologie se comptent sur les

doigts d'une main. Cela signifie que nos futurs pasteurs, même d'origine vaudoise, sont formés à Genève, Berne, Aix-en-Provence ou Strasbourg. Nous sommes persuadés qu'il existe encore de jeunes Vaudois prêts à embrasser la carrière pastorale. Il faut cependant qu'ils trouvent, au moment de leur choix d'études, durant leur cursus académique et au-delà, les encouragements et les soutiens propres à fortifier leur foi et leur vocation. L'Eglise, à tous les niveaux, en assume la responsabilité.

Il est inadmissible que l'Eglise Evangélique Réformée Vaudoise (EERV), qui est (encore?) de loin la plus importante de Suisse romande, ne participe ni ne contrôle plus la formation de ses pasteurs. Il convient donc de réagir et d'étudier toutes les pistes permettant de pallier cette déficience.

Il ne s'agit pourtant pas de brader la formation pastorale. Avec le Conseil synodal, nous estimons que les pasteurs doivent jouir d'une formation théologique très solide, certifiée par un master (anc. licence) en théologie. Il est également vrai qu'il est nécessaire que le futur ministre soit confronté à une critique et une remise en cause intellectuelle des fondements de sa foi. Il n'est cependant peut-être pas inutile non plus que cette foi, mise à rude épreuve dans le monde contemporain, trouve également un appui au sein de son parcours académique.

Dans le cadre des structures existantes, il conviendrait ainsi de s'approcher de la Faculté de Théologie de Genève pour examiner si l'idée d'intégrer non seulement l'Eglise protestante de Genève, mais aussi l'EERV, voire d'autres Eglises réformées et évangéliques est envisageable. Une ouverture de cette faculté à une théologie moins unilatéralement libérale serait une condition incontournable.

L'idée d'une Haute Ecole, autonome de l'Etat, présente aussi des perspectives intéressantes. Rien n'empêche que la formation qu'elle dispenserait soit de haute qualité (l'Ecole hôtelière ou l'IMD en sont la preuve). Les Eglises auraient toute latitude pour définir les exigences académiques et les programmes. La formation spécifiquement théologique des diacres pourrait éventuellement y être intégrée, mettant fin à une dispersion de forces en la matière.

Enfin, cette Haute Ecole pourrait intégrer la formation des pasteurs d'Eglises évangéliques ou issues de l'immigration. Ces Eglises connaissent déjà aujourd'hui au moins autant de fidèles engagés que les Eglises traditionnelles protestantes et gagnent chaque année en importance. Il semble d'ailleurs qu'il existe un intérêt fort pour une telle académie de ce côté.²

Une autre piste complémentaire nous tient à cœur. Nous pensons que la création d'une maison des futurs pasteurs est

nécessaire. Il s'agirait d'offrir, en plus du cursus académique strict, un lieu où les étudiants pourraient se retrouver entre chrétiens, participer à une vie de prière (avec des offices), rencontrer des pasteurs et théologiens professants et engagés dans l'Eglise. Il s'agit d'un projet léger et aisément implantable. Il faut un bâtiment avec quelques salles de séjour et de conférences, des chambres pour les étudiants désirant résider sur place et un aumônier pour l'accompagnement et l'organisation.

Ni la pénurie de pasteurs, ni celle des étudiants en théologie n'est une fatalité pour l'EERV. Il faut procéder à une analyse honnête et profonde de la situation et rechercher les solutions réalisables à ce problème. La responsabilité première en incombe au Conseil synodal. S'il veut prendre cette tâche essentielle au sérieux, il ne peut ni accepter sans autre le projet (d'ailleurs en construction) de Haute Ecole, ni le rejeter d'un revers de manche.

OLIVIER KLUNGE

¹ Cette politique est sans doute justifiée pour sauver les postes et l'existence de la faculté au sein de l'UNIL. L'EERV n'a pas à se solidariser avec cette manœuvre qui a mis de côté ses besoins et ses intérêts.

² Le site de la Fédération romande des Eglises Evangéliques consacre plusieurs pages à ce projet: www.lafree.ch/index.php/fr/hauteecole.html.

Le peuple autrichien plébiscite l'armée

Durant la guerre froide, une devinette circulait en Autriche: *Was ist klein, grau, liegt im Felde und zittert?* (Qu'est-ce qui est petit, gris, couché dans un champ et tremble?), la réponse étant «l'armée autrichienne». En fait, cette plaisanterie ne forçait pas la note. Le traité d'Etat du 15 mai 1955 signé par les puissances occupantes, Union soviétique, USA, Grande-Bretagne et France, accordait son indépendance à l'Autriche, avec quelques restrictions: renonciation entre autres à tout rattachement à l'Allemagne et, dans le domaine de la défense aérienne, interdiction de posséder des fusées sol-air ou air-air. Quant à la neutralité, elle n'a pas été imposée mais simplement acceptée, avec la plus grande satisfaction, par les Soviétiques. Ainsi, au point de vue géo-politique, deux Etats neutres, Autriche et Suisse, coupaient l'Europe occidentale en deux, de la frontière hongroise à la frontière française. Geo-stratégiquement, l'affaire n'était pas mauvaise. Cette situation nouvelle obligeait l'Autriche à se doter d'une armée, même rachitique, ce qu'elle fit initialement à partir du contingent de la gendarmerie. Elle connut très rapidement son «baptême du feu», étant contrainte de surveiller la frontière durant la «révolution» hongroise de 1956 (en réalité une noble contre-révolution) et plus tard celle de la Tchécoslovaquie (1968) et de la Yougoslavie (1991). En même temps, elle participait à des missions à l'étranger pour, comme on dit si joliment, «assurer la paix» (Golan, Chypre, etc.). Les socialistes tout puissants gouverneront seuls de 1970 à 1983. Or, ils sont viscéralement hostiles à l'armée, lui reprochant entre autres d'avoir écrasé l'insurrection ouvrière de 1934 à Vienne. Actuellement, elle dispose de 36000 hommes sous les drapeaux – qui servent de 17 à 50 ans pour six mois. Il s'agit de soldats de métier (16500) et d'appelés ainsi que d'une réserve de 30000 soldats de milice, avec pour équipement une soixantaine de chars *Leopard* ainsi que des blindés légers de construction locale et quinze *Eurofighter*, qui ne sont que partielle-

ment utilisés, les dépenses se montant au 0,86% du produit intérieur brut, ce qui constitue un des niveaux les plus bas pour un pays européen. Conséquence: un important projet de réforme de 2004 échouera essentiellement en raison du manque de fonds.

En 2009, un nouveau ministre de la défense est désigné, Norbert Darabos. C'est un pâle apparatchik socialiste qui se singularise au moins sur un point: il n'a jamais fait de service militaire. D'abord chaud partisan de la conscription universelle, il va changer son fusil d'épaule, comme la plupart de ses collègues qui se sont empressés de renier «l'armée du peuple», chère à Jaurès et à tous les socialistes de l'ancienne école. Sur ce point, un conflit violent l'opposera au chef d'état-major, le général Edmund Entacher, qui est hostile à l'armée de métier. Début 2011, il le relève de son commandement entre autres parce que, dans une interview, il a défendu le point de vue que le ministre appuyait encore quelques semaines auparavant. Mais l'officier supérieur n'accepte pas la sanction et, finalement, est réintégré. Imperturbable, en dépit de cette gifflée, le ministre s'agrippe à son fauteuil. A la même époque, soutenu par le plus grand organe de presse du pays, la *Kronenzeitung* (tiré à plus de 800000 exemplaires), il décide de lancer un référendum portant sur la suppression de l'armée. L'institution du référendum existe en Autriche mais sa portée est bien moindre qu'en Suisse. Si l'objet proposé est accepté, il doit faire l'objet d'un débat parlementaire et rien de plus. Mais, en l'occurrence, les socialistes et les chrétiens-sociaux (favorables eux au maintien de l'armée), qui forment un gouvernement de coalition, décidèrent qu'ils respecteraient la décision populaire. Dans les rangs des défenseurs de l'armée, l'ambiance était plutôt au pessimisme. On craignait une participation très basse, 35% au mieux, et un refus. Or, le 20 janvier, ce fut la divine surprise: participation de près de 60%, 60% des électeurs se prononçant pour le maintien de

l'armée, l'ensemble de l'Autriche votant pour, à l'exception de Vienne. Imperturbable, M. Darabos annonce qu'il ne démissionnera pas.

L'Autriche possède une très ancienne et très glorieuse tradition militaire. La population est attachée à son armée, le service militaire est fort bien vu dans toutes les régions rurales (75% de votants en sa faveur dans mon petit villa-

ge, proche de la frontière morave) et dans les villes de province, les jeunes étant loin de s'en détourner. On peut d'ailleurs se demander si la lamentable personnalité du ministre Darabos n'a pas encore contribué à renforcer le résultat du vote. Cela serait bien la première fois qu'un socialiste aurait rendu service à l'armée!

JEAN-JACQUES LANGENDORF

Sept ministres, c'est bien assez!

L'édition du 14 janvier du quotidien *24 heures* nous livrait une interview d'un habitant de Renens, M. Chokri Yacoub, dirigeant d'un des principaux partis politiques de Tunisie.

Nous n'ergoterons pas ici sur le fait que les activités, voire les agitations politiques de certains pays étrangers puissent être ainsi menées depuis la Suisse; il ne se trouve hélas plus grand monde, chez nous, pour s'émouvoir de ce genre de situations déplaisantes...

Répit

Dans «Révérences vaticanes» (24 heures du 16 février), Jean-Daniel Nordmann écrit notamment:

[...] Des commentateurs et des spécialistes, qui s'inclinent – unanimes – devant l'audace de l'homme en blanc sur lequel ils avaient jusqu'ici tiré à boulets rouges. Il incarnait à leurs yeux le traditionalisme, le repli frileux, la timidité, la peur face aux évolutions du monde. La critique était certes... critiquable, mais il était entendu, dès le premier jour du pontificat, que le «Panzerkardinal» ne pourrait être qu'un réactionnaire, qualification dont on gratifie tous ceux qui ne s'inclinent pas avec vénération devant l'Histoire du monde, censée n'avancer que dans le sens du progrès.

[...] L'Eglise, on ne s'y intéresse généralement que pour la critiquer: sa position face au «mariage pour tous», au préservatif, à l'avortement, au célibat des

prêtres et au refus d'ordonner des femmes. Que des affaires où, de près ou de loin, pointent les affriolantes questions de sexualité. Pour le reste, pour l'essentiel donc, tout le monde «s'en fout».

Alors, frères catholiques, ne boudons pas notre plaisir devant l'unanimité des louanges. D'autant que cela ne durera pas. Dans quelques semaines, il suffira d'une fumée blanche pour que se raniment les vieux débats entre progrès et tradition et pour que l'on juge à nouveau l'Eglise sur sa capacité à s'adapter au monde, donc à penser comme tout le monde, ce qui constitue, paraît-il, la fine fleur de l'intelligence et le signe pontificalement infaillible d'une posture responsable. [...]

P.-G. B.

Et cela aussi longtemps que le conclave s'entêtera à élire un pape catholique.

Ph. R.

Banques suisses, les raisons de lutter

En fin d'année dernière, Mme Marie-Hélène Miauton, fondatrice de l'institut de sondage MIS Trend et chroniqueuse régulière au journal *Le Temps*, a publié un essai intitulé *Banques suisses, les raisons de lutter. Lettre ouverte au peuple suisse*. Il faut reconnaître à Mme Miauton un certain courage pour défendre les banquiers – plus exactement la place financière suisse – par les temps qui courent. Pour un peu, cette lettre ouverte aurait aussi pu s'intituler *Indignez-vous!* si le titre n'était pas déjà pris.

Car c'est bien l'indignation qui sourd à chaque page de cet ouvrage. Indignation contre l'hypocrisie vertigineuse des critiques de nos «partenaires» européens et américains. Indignation contre l'auto-flagellation servile des médias et de l'intelligentsia. Indignation contre la confiance trahie lorsque les noms des clients et désormais des employés de banque sont livrés au fisc américain. Indignation contre le manque de combativité du Conseil fédéral. En s'adressant directement aux citoyens helvétiques, Mme Miauton entend réveiller le sentiment de résistance face aux attaques d'une véritable guerre économique menée agressivement contre la Suisse.

Il n'est pas contestable que certaines banques suisses ont contrevenu aux législations nationales des pays dans lesquelles elles opéraient, ce qui explique les difficultés qu'elles rencontrent aujourd'hui. Cela dit, les pays qui mettent si volontiers la Suisse en accusation seraient bien inspirés d'examiner leurs propres pratiques. Exemples à l'appui, Mme Miauton démontre que la Suisse dispose non seulement d'une législation bancaire très sophistiquée mais qu'en

plus, elle l'applique avec sérieux et diligence. Tel n'est pas le cas de la City, du Delaware ou des îles anglo-normandes, sans que ces places financières, ni toutes les autres, n'aient à encourir la même vindicte. Pour l'auteur, il est clair que ces attaques ne visent pas une quelconque moralisation du secteur bancaire helvétique mais bien à affaiblir la place financière pour le plus grand profit de ses procureurs.

L'enjeu est pourtant de taille. Le secteur bancaire représente 11 % du produit intérieur brut suisse et occupe près de 140 000 places de travail. Outre son honneur, la Suisse a donc aussi des intérêts concrets à défendre. Rejoignant un sentiment populaire largement partagé, Mme Miauton déplore que le Conseil fédéral ait si souvent cédé aux pressions, généralement sans obtenir grand chose en contrepartie, alimentant le flux des nouvelles exigences et des revendications supplémentaires. A cet égard, la stratégie du Conseil fédéral «pour une place financière compétitive et conforme aux règles de la fiscalité»¹ lui paraît constituer une véritable capitulation unilatérale, autrement dit la variante bancaire du Cassis-de-Dijon.

Dans cette situation, l'auteur distingue trois possibilités qui s'offrent à la Suisse: céder, temporiser ou lutter. Les deux premiers scénarios ont des arguments qui parlent en leur faveur. Le tempérament de Mme Miauton la porte néanmoins à choisir le combat! Pour cela, elle préconise différentes actions que la Confédération pourrait entreprendre afin de mieux défendre sa position dans les cénacles internationaux. D'une manière générale, il s'agirait d'élargir le débat à l'ensemble des places financières et de conditionner les

futures évolutions de la législation fédérale à une harmonisation mondiale des règles en matière de transparence et de conformité fiscale. Pour ce faire, la Suisse aurait avantage à resserrer ses liens avec d'autres pays partageant les mêmes intérêts qu'elle, voire à revendiquer une place au sein du G20. Cas échéant, le Conseil fédéral ne devrait pas hésiter à envisager des mesures de rétorsion, par exemple en matière d'imposition des frontaliers. Dans un registre plus original, Mme Miauton propose aussi de créer un organisme chargé de recenser et de faire rectifier tout ce qui se dit de faux ou d'injurieux sur la Suisse et sa place financière. Gageons que cet office ne manquera pas de travail... Cette suggestion illustre bien l'exaspération que suscitent dans la population l'agressivité et les outrances dont la Suisse est l'objet de la part de ses voisins.

Petit pays, la Suisse n'a guère les moyens d'une stratégie frontale. Elle devra inmanquablement s'adapter à son environnement comme elle a souvent su le faire par le passé avec persévérance et habileté. Dans cette perspective, il faut de la souplesse et de la fermeté. Après bien des abandons et des reculades, l'essai de Mme Miauton plaide pour une plus grande dose de fermeté au nom des

valeurs que la Suisse porte dans un monde qui «s'ensauvage». Cette détermination ne pourra que contribuer à restaurer la crédibilité de la Confédération dans des négociations toujours plus marquées par les seuls rapports de force. Ne s'agit-il pas là finalement de la voie la plus réaliste?

VINCENT HORT

¹ *Stratégie pour une place financière conforme aux règles de la fiscalité et compétitive*, www.sif.admin.ch., 22 février 2012.

Réf.: Miauton Marie-Hélène, *Banques suisses, les raisons de lutter*, Statkine 2012, 192 pages.

L'occasion manquée

Ainsi donc M. Vasella renonce à ses 72 millions. Très bien. Mais il aurait mieux valu qu'il annonce immédiatement que cette somme allait être intégralement versée à une fondation ayant pour but de créer, pour l'Université de Bâle, un centre de recherche dans un domaine pointu de bio-chimie. C'eût été la fondation Marc Moret, du nom de l'oncle de son épouse, auteur de la fusion Ciba-Geigy-Sandoz et donc créateur de Novartis.

ALEXANDRE BONNARD

C'est quoi, un chalet?

Selon la région, l'époque et la destination économique du bâtiment, le concept de chalet englobe des constructions d'une grande variété: granges-écuries, raccards, greniers et mazots valaisans, alpages gruériens, alpages jurassiens, chalets-habitations aux façades décorées ou non, jusqu'aux gares d'altitude, aux résidences secondaires de luxe, etc.

Ingénieur agronome et journaliste, Claude Quartier s'est attelé à démêler

l'écheveau dans un livre intitulé *Passé, présent et avenir du chalet* (Favre, 2012) et fait passer le lecteur sans peine des différentes économies alpestres aux aspects techniques de la construction et des matériaux. De nombreuses photographies illustrent avec pertinence les propos de l'auteur.

L'ouvrage est bien construit, solidement documenté. Il ne risque pas de vous tomber des mains. Une réussite.

Ph. R.

Le Coin du Ronchon

Considérations désabusées sur un minoritaire qui convainc une majorité avec une proposition nulle

Au départ, on aurait pu penser que le patron de l'entreprise Trybol n'en avait vraiment pas. Après avoir perdu pas mal d'argent dans la débâcle de Swissair, il lance en tant que petit patron – qualité négligeable sinon méprisable aux yeux des médias et des masses populaires – une initiative populaire visant à accroître les droits des actionnaires – catégorie suspecte voire pendable aux yeux des médias et des masses populaires –, initiative fondée davantage sur la frustration que sur la réflexion – dérive rédhitoire aux yeux des personnes sensées – et qui, selon une formule imagée, «tire au canon sur des mouches en visant à côté». Certains comparent M. Thomas Minder à Guillaume Tell; on n'aimerait pas être à la place de son fils.

Et pourtant, tout porte hélas à croire que M. Minder en aura, du bol. D'abord parce qu'il a eu la prudente hypocrisie de ne pas intituler son initiative «pour les actionnaires» mais «contre les rémunérations abusives»; ce titre trompeur plaît autant aux masses populaires qu'aux médias. Ensuite parce que le bon peuple déjà indigné a trouvé une nouvelle occasion de s'indigner, deux semaines avant la votation, en apprenant que M. Daniel Vasella avait failli toucher septante-deux millions de francs en quittant le conseil d'administration d'une société dont le chiffre

d'affaires en compte plus de cinquante milliards. Ces septante-deux millions, que M. Vasella promettait de verser à des œuvres d'utilité publique (aurait-il pensé à la Ligue vaudoise?), ne seront finalement pas payés; ils ne profiteront à personne d'autre mais la morale sera sauve. Et malgré cela, les gens se défouleront en votant oui à un texte auquel la plupart d'entre eux ne comprennent que pouic, juste pour donner un *signal fort*. Les riches continueront à être riches mais M. Minder se sentira vengé de ses déboires financiers et aura réussi à se faire une publicité à bon compte que bien d'autres petits patrons pourront lui envier.

Ce qui laisse un goût amer, dans cette affaire, ce n'est pas tant les répercussions potentiellement négatives sur un nombre indéterminé de sociétés privées, ni même l'affligeant populisme anti-riches véhiculé par les médias d'Etat (dont les dirigeants n'ont guère de souci à se faire puisque leurs «actionnaires» ne sont que des contribuables qui n'ont pas voix au chapitre; à quand une initiative Minder anti-Billag?). Non, ce qui apparaît vraiment injuste, c'est qu'un quidam alémanique puisse, hors de toute logique arithmético-sémantique, convaincre une majorité de citoyens en ne s'appelant pas *Mehr* mais *Minder*.

LE RONCHON

SÉMINAIRE DE LA LIGUE VAUDOISE 2013
BUFFET DE LA GARE DE LAUSANNE • SALLE DES VIGNERONS

**SERVIR...
pour être libre!** +

MERCREDI 27 février 2013 à 20h00

Olivier DELACRÉTAZ, président de la Ligue vaudoise
Les raisons d'être permanentes de l'armée

Commandant de corps Dominique ANDREY
L'armée et notre sécurité collective

MERCREDI 6 mars 2013 à 20h00

Général de corps d'armée Robert AUGIER DE CRÉMIERS
La suspension du service national français

Félicien MONNIER, juriste
La Suisse milicienne

MERCREDI 13 mars 2013 à 20h00

Colonel EMG Félix STOFFEL
La défense aérienne, nécessité vitale

Colonel EMG Mathias TÛSCHER
Et maintenant?...

Les exposés seront suivis d'une discussion. L'entrée est libre.